

RCD

L'option de boycott des législatives affinée ?

Si, afin de mettre plus de monde dans le circuit électoral, le ministère de l'Intérieur a délivré avec diligence quitus à pas moins de 17 sigles partisans, la participation aux législatives de la mi-mai prochaine manquera vraisemblablement d'être de qualité. Sauf métamorphose sensible du contexte électoral, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le segment le plus significatif de la mouvance démocratique, ne s'alignerait pas dans la course à la représentation parlementaire.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Sans être encore une décision résolue, la non-participation du RCD aux prochaines élections législatives reste néanmoins une option sérieuse. Tant est que rien dans la littérature du parti ne laisse entrevoir ne serait-ce qu'un brin d'enthousiasme à prendre part au scrutin législatif. Bien au contraire.

Depuis plusieurs mois, le parti, qui nourrit de fortes appréhensions quant à la neutralité des élections, n'a de cesse de réclamer des gages de transparence, notamment une observation internationale massive

et de qualité. Une réclamation tout à fait légitime de la part d'un RCD fort convaincu que la future représentation parlementaire est déjà configurée par une politique déjà arrêtée des quotas.

S'étant engagé à triturer à nouveau la Constitution, le pouvoir ne s'autoriserait pas le risque de se retrouver avec un Parlement qui ne lui soit pas acquis. Le dernier conseil national extraordinaire du RCD, qui, entre autres, a statué sur la convocation du congrès pour la mi-mars, a fait de cette réclamation d'une observation internationale de qualité une



Saïd Sadi, président du RCD.

résolution solennelle. Le séjour à Alger, tout récemment, d'une équipe d'éclaireurs de l'Union européenne n'a, semble-t-il, pas suffi pour

convertir le parti en adepte de la compétition électorale, celle prochaine, bien entendu. L'observation électorale internationale réclamée par le

RCD est celle qui satisfait aux critères et aux mécanismes définis par l'Union européenne, notamment après 2004. Or, étant donné le temps qui nous sépare des prochaines élections législatives, il reste techniquement impossible pour l'UE et le reste des institutions internationales, que le gouvernement algérien convierait à superviser le scrutin, de satisfaire aux mécanismes d'une surveillance de qualité.

S'étant entretenus avec le groupe d'experts de l'Union européenne, les dirigeants du RCD partageront assurément leur sentiment avec les membres du conseil national du parti, dont la session se réunira vendredi prochain.

A l'occasion, la position du parti relativement au scrutin législatif serait, sinon arrêtée, du moins affinée. Car, nul doute que cette session de l'instance délibérante du parti aura principalement à faire le point sur les préparatifs du IV^e congrès.

S. A. I.

ILS DÉNONCENT LE MUTISME DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS DU MINISTÈRE

Le syndicat des transporteurs menace d'une démonstration de force

Les transporteurs montent au créneau et menacent d'une démonstration de force. Dans un communiqué rendu public hier, ils condamnent «fermement les actions de persécution et les tentatives d'intimidation dont ont fait l'objet certains opérateurs à travers le territoire national du fait de l'exercice de leur droit légitime de la nouvelle tarification». Le recours à la grève est une option envisagée.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La sortie médiatique de l'UNAT par le biais de son bureau exécutif, intervient après «le mutisme affiché par le département des Transports, laissant la corporation des transporteurs dans un désarroi total».

L'UNAT rappelle, à l'occasion, sa principale revendication, à savoir «la révision des prix des transporteurs», d'où l'appel lancé à l'intention de la Direction des transports relevant du ministère de tutelle, et ce, «dans la perspective d'arriver à un terrain d'entente sur la question». «Les conséquences d'une telle position ne peu-

vent être que dramatiques pour une corporation déjà meurtrie», lit-on dans ledit communiqué. «Devant la gravité de la situation et afin de mettre un terme à la dérive du secteur, l'UNAT tient à réaffirmer le principe de la liberté des prix consacré par les lois de la République», lit-on dans ledit document. Pour cette organisation professionnelle, l'ordonnance 03-03 du 19 juillet 2003 stipule clairement dans son article 04 que les «prix des biens et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence». La même ordonnance stipule clairement dans son chapitre 2, article 6

que «est prohibé toute pratique ayant pour objet ou pouvant avoir comme effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la libre concurrence».

Les animateurs de l'UNAT considèrent, par ailleurs, qu'il est strictement interdit à toute instance ou institution de procéder à une fixation administrative des prix ou de favoriser leur baisse». C'est dans cette optique que l'Union «demeure engagée à défendre par tous les moyens légaux les intérêts de ses adhérents et à œuvrer pour l'amélioration des conditions de l'exercice de la profession». Dans un passé récent, l'Union natio-

nale des transporteurs avait demandé au président de la République d'effacer les dettes des jeunes transporteurs ayant acquis leurs véhicules à travers l'Ansej via les banques, comme cela a été décidé dernièrement en faveur des fellahs et des pêcheurs.

«Les transporteurs de voyageurs urbains et suburbains ne s'en sortent plus financièrement avec la tarification actuelle qui est seulement de dix dinars, et nous souhaiterons que les pouvoirs publics reviennent à la hausse le prix du ticket si l'on veut que le transporteur puisse assurer la pérennité de son activité», avait soutenu le

secrétaire général de l'Union de wilaya de l'UNAT (Union nationale des transporteurs algériens) lors d'une rencontre avec la presse.

Et comme pour justifier ses propos, l'orateur a donné quelques exemples ayant trait aux «énormes dépenses qu'exige l'activité du transporteur public» en indiquant, à ce propos, qu'une simple vidange coûte au propriétaire du bus pas moins de 10 000 DA et que la taxe de la valeur ajoutée (TVA) n'a jamais baissé de 17 % alors que celle exigée pour le transport ferroviaire ne dépasse pas les 7%.

A. B.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les 5+5 tentent une riposte

Entre les rives nord et sud de la Méditerranée, les déséquilibres ne sont plus à démontrer. En matière de sécurité alimentaire, un constat s'impose : les habitants du Sud qui représentent 7% de la population mondiale sont à l'origine de 22% des importations. Face à ce déficit structurel, les 5+5 tentent une riposte.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le constat est sans appel. Les experts évoquent en matière de sécurité alimentaire, un déficit structurel dû à plusieurs facteurs. Ils évoquent une ration alimentaire insuffisante, une dépendance forte des pays de la rive sud vis-à-vis des marchés internationaux et une pression accrue sur les sols.

Ces mêmes experts avertissent que «les risques qui pèsent sur la sécurité alimentaire des pays riverains de la Méditerranée sont aggravés par l'instabilité chronique des marchés internationaux des produits agricoles».

Représentant les pays des deux rives de la Méditerranée dans le cadre du mécanisme des 5+5, ces spécialistes prenaient part hier à un séminaire sur la sécurité alimentaire pour réfléchir aux mécanismes de régulation à mettre en place pour atténuer la volatilité des prix et mettre en place une stratégie pour assurer une meilleure gestion des ressources naturelles.

Au terme de ce séminaire, ces experts devront proposer une démarche commune pouvant être appliquée dans un espace qu'ils auront à déterminer. Ils jugeront de l'opportunité de la création d'un panel, d'une plate-forme, d'un forum ou d'un comité de suivi sur la sécurité alimentaire régionale.

Laura Baeza, chef de la délégation de l'Union européenne, a donné le ton. Elle a estimé hier que «pour relever le défi de l'insécurité alimentaire, des partenariats nouveaux et plus solides s'imposent au niveau

mondial, entre les bailleurs de fonds, les institutions internationales, les gouvernements des pays concernés, la société civile et le secteur privé».

Le débat sur l'insécurité alimentaire intervient dans un contexte marqué par la volatilité des prix qui a eu pour effet de pousser les pays dépendants à renforcer leurs stocks de sécurité. Une situation, estiment les experts, à laquelle il faut faire face en mettant en place des mécanismes financiers innovants, la création de stocks alimentaires régionaux ou nationaux et l'amélioration de la transparence des informations sur les niveaux des stocks mondiaux.

Les participants au séminaire feront part aujourd'hui de leurs recommandations à la fin des travaux des ateliers auxquels ils ont participé deux jours durant.

N. I.

Les importations de cheptel en provenance d'Europe sous surveillance

Le ministre de l'Agriculture, interrogé au sujet des mesures prises pour contrôler le cheptel bovin souffrant de pathologies en Europe, a répondu que «les services vétérinaires sont en alerte pour maîtriser les importations en provenance d'Europe, ce qui constitue une des raisons pour laquelle les importations sont limitées». Rachid Benaïssa a ajouté que «nous sommes prudents et vigilants, si cela s'avère nécessaire, on pourra arrêter les importations».

N. I.

CONTRÔLES AU RETOUR DE FRANCE

«Pratique ancienne et non discriminatoire», estime l'ambassadeur de France en Algérie

Les contrôles subis par des Algériens tout récemment à leur retour de l'Hexagone, et qui ont suscité des vagues d'indignation, ont fait réagir l'ambassade de France en Algérie à travers son tout premier représentant diplomatique. Pour Xavier Driencourt qui était l'invité, ce lundi après-midi de l'espace Mille et une News du quotidien *Algérie News*, cette pratique est loin d'être discriminatoire à l'encontre des Algériens puisque, elle est en cours dans tous les pays, précisant qu'elle est rare et permet de donner un visa dans les quelques cas où existe un doute modéré sur les intentions réelles du demandeur.

Dans ce cas, le demandeur se voit délivrer un visa valable pour une seule entrée avec contrôle au retour au pays, explicitera encore M. Driencourt qui estime le taux de personnes ayant subi un contrôle à leur retour en Algérie de 4,25 %.

Une procédure qui loin d'être incompatible avec l'accord bilatéral franco-algérien de 1968 et encore moins avec la réglementation européenne. L'article 9 dudit accord se limite à mentionner que les ressortissants algériens sont soumis au visa d'entrée en France, sans préciser les conditions de délivrance et encore moins le cadre aux contrôles pouvant être effectués après la délivrance du visa.

Toujours au chapitre sensible de la circulation des personnes entre les deux pays, l'ambassadeur de France en Algérie affirme que le taux de refus enregistre une nette baisse jusqu'à atteindre 28% par rapport à l'année 2010 avec, précisera-t-il, des facilités concédées à certaines corporations, comme les avocats ou encore les chirurgiens dentistes.

M. Kebci